

**COMMUNIQUÉ DE PROTESTATION OFFICIELLE DE M. LAURENT LAMOTHE CONTRE LA
DÉCISION DU GOUVERNEMENT CANADIEN**

21 novembre 2022
Pour diffusion Immédiate

J'ai appris avec stupéfaction, par le biais des réseaux sociaux, que le gouvernement canadien a décidé de me sanctionner à travers une déclaration qui prétend que je participerais au financement des gangs armés.

Je condamne avec véhémence la légèreté avec laquelle cette accusation infamante est faite. Cette décision absurde et incohérente ne pourrait se baser sur aucun argument ou aucun fait vérifiable.

Je salue l'intérêt que le Canada voudrait porter à Haïti qui sombre dans le chaos à cause des actions innommables des groupes armés et de leurs sponsors qui agissent en toute impunité.

J'ai été le premier à plaider en faveur d'un tribunal international pour faire la lumière sur l'assassinat du Président Jovenel Moïse, ce qui dérange plus d'un dans le gouvernement actuel, j'ai été aussi l'une des premières personnalités haïtiennes à demander un appui international armé en faveur de la Police Nationale (PNH) pour le démantèlement des gangs en Haïti que certains membres du gouvernement actuel financent et soutiennent.

Pendant les 31 mois que j'ai passé comme Premier Ministre de 2012 à 2014, la lutte contre l'insécurité a été mon cheval de bataille. Grâce à une politique de zéro tolérance contre les bandes armées de tout acabit et de n'importe quelle origine, contre les enlèvements, contre la corruption et le grand banditisme, le BILAN de mon gouvernement face à la criminalité organisée, reste toujours incontestable :

- 1- Démantèlement des deux plus grand réseaux de kidnapping en Haïti ;
- 2- Élimination des zones de non-droit ;
- 3- Arrestation de personnalités de notoriété publiques impliquées dans les cas d'enlèvement ;
- 4- Renforcement de la sécurité nationale par l'achat d'armes et d'équipements pour la PNH dont les blindés de qualité sont toujours en service ;
- 5- Soutien soutenu à l'adoption des lois contre la corruption, contre le blanchiment des avoirs et le financement des activités terroristes.

J'estime que cette décision arbitraire du gouvernement canadien est le fruit d'une manipulation avérée de mauvaises informations relayées par mes détracteurs. Je mets quiconque en défi de prouver mon implication dans une quelconque association ou financement de gangs ou d'activité terroriste. Le gouvernement canadien doit vérifier plus sérieusement ses sources et ses informations, et en toute transparence, soit rendre publiques les preuves concrètes de leurs accusations ou en faire le retrait formel et officiel. J'exige des excuses publiques et je me réserve le droit de saisir les tribunaux canadiens pour défendre mon honneur et mon intégrité.